

Communiqué de presse

Berne, 29 avril 2024

Un avis juridique confirme que la loi sur l'électricité détruit la nature et est antidémocratique

La campagne du Comité Nature met en garde contre un affaiblissement de la protection de la nature et de droits démocratiques. L'avis juridique de l'avocat d'Aarau Dr. Lukas Pfisterer confirme non seulement pleinement notre position, mais met également en lumière de nouveaux aspects.

Les déclarations les plus importantes de l'avis juridique :

Davantage de zones seront définies comme appropriées pour les installations électriques

La définition dans le plan directeur cantonal de zones appropriées à la production d'électricité, en particulier pour les centrales hydrauliques et éoliennes, existe déjà aujourd'hui. Il faut s'attendre à ce qu'avec la loi sur l'électricité les cantons définissent davantage de zones appropriées, compte tenu des objectifs de production d'électricité qui y sont fixés.

Même les plus beaux paysages de notre pays seront menacés

Nous avons été choqués par le fait que la loi sur l'électricité s'en prenne même aux plus beaux paysages inscrits à l'inventaire fédéral des paysages (IFP) : il sera désormais possible de renoncer à des mesures de protection, de reconstitution, de remplacement ou de compensation. Lukas Pfisterer précise que c'est une étape de plus d'une approche qui vise explicitement à permettre de construire davantage d'installations de production d'électricité dans les zones protégées par l'IFP. Même dans ces sites, les chances de succès pour les intérêts de la protection de la nature et de l'environnement seront donc considérablement réduites en faveur de la production d'électricité.

Mise à mal de la démocratie communale

L'intérêt national de la production d'électricité prime sur les intérêts cantonaux, régionaux et communaux. Ainsi, là où le plan directeur cantonal prévoit des zones appropriées aux installations électriques, les initiatives populaires ou votations sur l'introduction de zones de protection de la nature sont susceptibles de devenir irrecevables. En effet, de telles zones contredisent entre autres les objectifs de développement des énergies renouvelables, et violeront ainsi la loi fédérale.

Les petites installations pourront plus facilement se voir reconnues un intérêt national et leur construction pourrait échapper au vote communal

Le Conseil fédéral peut déjà reconnaître l'intérêt national à des installations qui ne satisfont pas le seuil requis. Mais il ne peut le faire qu'à titre exceptionnel. Avec la loi sur l'électricité, cela ne sera désormais plus nécessairement exceptionnel. De plus, le Conseil fédéral peut dans ce cas décider que les autorisations nécessaires doivent être accordées dans le cadre d'une procédure concentrée et abrégée. Cette disposition peut être interprétée d'une façon qui interdise aux communes de voter sur ces projets.

Limitation des recours

Les procédures de recours subsisteront formellement, mais les obstacles pour les associations de protection de la nature et les particuliers pour obtenir gain de cause seront considérablement accrus. En effet, les tribunaux ne pourront plus juger du besoin ni de l'emplacement des installations électriques dans les cas où la loi stipule que ces conditions sont réputées satisfaites (installations d'intérêt national dans les zones définies comme appropriées, mais hors de l'IFP).

Violation de la Constitution fédérale, des Constitutions cantonales et de la Convention alpine

Lukas Pfisterer mentionne des incompatibilités entre la loi sur l'électricité d'une part et d'autre part la constitution fédérale, la convention alpine et éventuellement des constitutions cantonales. Il confirme des déclarations du Dr. Alain Griffel, professeur de droit public à l'Université de Zurich, qui juge la loi sur l'électricité anticonstitutionnelle ([lien vers l'avis d'expert](#))

L'avocat Dr. Lukas Pfisterer a été président du Grand Conseil du canton d'Argovie en 2023 et est spécialisé dans le droit de la construction et de l'immobilier.

Le Comité Nature tente de montrer les conséquences de la loi sur l'électricité et de convaincre le plus grand nombre de voter **NON le 9 juin 2024**.

Il n'est pas nécessaire de défigurer la nature tant que subsiste un énorme potentiel solaire sur les bâtiments et les infrastructures !

Contact :

Pierre-Alain Bruchez, Union pour la nature et le paysage Suisse, info@bnl-unp.ch, 033 243 04 91

Elias Vogt, Paysage libre Suisse, elias.vogt@freie-landschaft.ch, 032 530 27 23